REGLEMENT D'INTERVENTION

Fonction n° 5 : AMENAGEMENT DES TERRITOIRES

Sous fonction :° 56 : Technologies de l'information et de la communication

Programme n° 00 – Nouvelles technologies de communication

Programme Bourgogne numérique : développement des usages

1) Exposé des motifs :

Les États généraux de l'Internet en Bourgogne ont mis en évidence les grandes attentes des acteurs socio-économiques de la Bourgogne, en matière d'usages des TIC. La Région souhaite ainsi donner des réponses adaptées aux principales attentes exprimées entrant dans ses compétences :

Susciter l'extension de la couverture haut débit sur le territoire régional, vers une « couverture numérique universelle ».

Développer les usages associatifs, citoyens, culturels et pédagogiques de l'Internet.

Piloter la mise en œuvre de nouveaux usages (environnement numérique de travail pour les lycées, formation ouverte et à distance).

Accompagner l'Agence NTIC dans son extension régionale et interconsulaire, et soutenir la structuration d'un pôle d'excellence NTIC.

Conforter le projet e-Bourgogne, en partenariat avec l'ADAE (Agence nationale pour le développement de l'administration électronique) et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Aider à la structuration d'un groupement de coopération sanitaire et soutenir les projets régionaux de télémédecine et de plate-forme de télésanté.

Fédérer les réseaux d'espaces publics numériques, et favoriser la création d'une plate-forme régionale de services pour les points d'accès public.

Organiser une délégation TIC interne au Conseil régional pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique régionale. En parallèle, création d'une « mission Internet 2010 » en charge de la prospective, de la veille technologique et de l'animation des réseaux sectoriels.

2) Contenu de l'action proposée :

Le présent règlement d'intervention vise à définir les modalités des aides du Conseil régional de Bourgogne au titre du fonds de soutien au développement des nouveaux usages de la société de l'information dans le cadre du programme « Bourgogne numérique ».

Dans la mise en œuvre de ce fonds, la région soutiendra les projets innovants et présentant un large rayonnement géographique en matière d'usages, en particulier dans les domaines suivants :

- Internet pour tous,
-
- accès de la population aux services publics,
-
- santé à distance,
-
- e-commerce,
-
- services aux entreprises,
-
- accès aux loisirs et à la culture.

3) Porteurs de projets concernés :

- associations,
-
- communes, communautés de communes et pays,
-
- départements, dans le cas d'une action innovantes,
-
- organismes publics,
-
- entreprises, intervenant à titre collectif, ou, le cas échéant, seules, dès lors que le soutien financier au projet particulièrement innovant n'est pas incompatible avec les règles de l'aide directe aux entreprises (règlement « de minimis »), et ne vient pas s'ajouter à une aide concourante de la Région.

4) Critères de sélection des projets :

Pour être retenues, les actions financées devront démontrer le caractère innovant (expérimentation ou action novatrice au plan national) ou pilote (déploiement d'une expérimentation reconnue) du projet ainsi que son rayonnement géographique de niveau au moins intercommunal.

Les projets seront sélectionnés selon plusieurs critères techniques :

- l'aspect innovant ou pilote,
-
- la portée territoriale du projet global,
-
- pour les EPN, la garantie d'une fréquentation et d'une animation suffisante du lieu (hors du cadre de ce règlement, mais avec la participation éventuelle du Conseil régional au titre des emplois tremplins, dans le même cadre de portée territoriale), et la disponibilité du lieu (horaires, accès,
-
- la proposition de contenus et de services concrets,

- dans le cadre de l'existence d'un comité de pilotage régional, ou d'une instance régionale équivalente, la programmation préalable du projet par cette instance, ou la compatibilité du projet avec le cadre d'intervention défini par cette instance,
- **les projets territoriaux ne pourront être pris en compte qu'après la réalisation d'un diagnostic TIC préalable, et seulement dans la mesure où ils sont cohérents avec les recommandations et priorités résultant de ce diagnostic.**

Ne pourront être aidées dans le cadre de ce règlement que les actions qui ne peuvent pas bénéficier d'un autre financement au titre de la Région.

5) Nature de l'aide :

L'aide portera sur :

- le soutien aux actions de sensibilisation et de formation des entreprises et exploitations agricoles aux usages des nouvelles technologies, et en particulier ceux concernant les téléprocédures (télédéclarations, marchés en ligne, signature électronique, etc.),
- le développement des usages associatifs, citoyens, culturels et pédagogiques de l'Internet,
- le soutien aux actions visant à utiliser les espaces publics numériques (EPN) pour les actions de sensibilisation et de formation,
- le soutien à la mise en œuvre de plates-formes de services se rapportant, à la télémédecine et au travail collaboratif des professionnels de santé, notamment par le partage de données patient,
- **dans le cas de projets au titre du développement numérique des territoires, le soutien à l'animation du développement des usages sur le territoire.**

Elle concernera l'achat d'équipements et de services, notamment en termes de journées de formation, nécessaires à la mise en œuvre de ces actions, **ou l'animation au niveau du territoire.**

Nota :

- les acquisitions foncières sont exclues de l'aide régionale,
- le maître d'ouvrage devra prévoir un suivi des actions engagées et fournir un bilan au Conseil régional,
- dans toute opération de communication, le maître d'ouvrage devra mentionner le partenariat avec le Conseil régional de Bourgogne et respecter la charte graphique du dispositif régional de communication.

6) Montant de l'aide

L'aide de la Région est établie sur un taux de 50% maximum du coût réel de l'action (tenant compte d'une éventuelle récupération de la TVA), dans la limite d'un plafond de subvention de 100 K€

Des études pourront être financées afin de permettre la mise au point d'une action innovante ou pilote. Dans ce cas, le taux d'intervention sera de 80% du coût réel de la prestation (tenant compte d'une éventuelle récupération de la TVA), dans la limite d'un plafond de subvention de 30 K€

Dans le cadre de la politique de développement numérique des territoires, l'étude préalable pourra être subventionnée au titre du précédent alinéa.

Les coûts de fonctionnement d'un animateur dédié au développement des usages et pratiques TIC sur le terrain pourront être en partie pris en charge par la Région, jusqu'à 80% des coûts réels, sur au moins 3 années successives, avec possibilité de reconduction explicite.

7) Procédure :

Pour bénéficier d'une aide, il conviendra d'adresser au président du conseil régional un dossier comprenant :

- une lettre officielle de demande,
- le cas échéant, la délibération correspondante de l'institution (conseil d'administration...),
- les documents techniques décrivant le projet (descriptifs techniques, photos, cahier des charges, etc.),
- les offres des prestataires et entreprises consultés,
- le plan de financement prévisionnel,
- un RIB.

Seuls les dossiers complets seront recevables.

Pièces à joindre pour obtenir le versement de l'aide :

- factures acquittées correspondant aux dépenses réalisées.

8) Modalités de sélection des projets :

Les actions financées seront sélectionnées par un comité de sélection composé de membres du conseil régional et, le cas échéant, de représentants des principaux organismes partenaires, dès lors que ceux-ci s'engageront à ne pas déposer de projets dans le cadre de cette aide.